

Isabelle Autissier

La survie de l'homme

Pollution, biodiversité, pêche, aquaculture, Grenelle de la mer, tempête Xynthia... Isabelle Autissier dresse un constat pessimiste mais pas défaitiste. Dénoncer ne suffit pas car il est urgent d'agir. Question de survie.

Entretien **Jean Roquecave** Dessins **Aurore Silva**

La navigatrice rochelaise Isabelle Autissier, ingénieure halieutique de formation, a été élue en décembre 2009 présidente du WWF France. À ce titre, elle a participé au Grenelle de la mer.

L'Actualité. – Comment va la mer ?

Isabelle Autissier. – Beaucoup de clignotants sont au rouge, mais la mer est vaste. L'expérience nous fait dire que si on se comporte intelligemment avec la nature, elle est bonne fille, et elle nous renvoie dans un sens comme dans l'autre ce qu'on lui balance.

Globalement, quand les milieux ne sont pas complètement dégradés, ils ont une certaine capacité de récupération. Les réserves marines le prouvent. Au bout de cinq à dix ans, les pêcheurs disent qu'ils pêchent beaucoup mieux autour de la réserve. La plus ancienne en France c'est Port-Cros, et là-bas il y a beaucoup plus de mérus qu'ailleurs. La France a une position importante parce qu'avec le Pacifique et les îles australes, elle gère le deuxième espace maritime du monde, juste après les États-Unis. Ces zones sont riches en formations de coraux, en biodiversité. Cela pourrait nous permettre d'être leader d'une bonne gestion des océans.

Quand on pense qu'on ne connaît pas 10 % des espèces marines – on connaît mieux la Lune ! – ça donne un potentiel de biodiversité, de possibilités pour les hommes, d'évolution de vie, qui peut être colossal à condition

qu'on ne foute pas tout en l'air avant même d'avoir eu le temps de découvrir les espèces. Par exemple ce qu'on fait sur le corail froid, dans les grandes profondeurs au large de l'Irlande ou de nos côtes : aujourd'hui ce corail est dragué par de gros chalutiers industriels pour pêcher les espèces profondes, parce qu'évidemment, comme il n'y a plus rien à moindre profondeur, on va pêcher plus loin. On est en train de détruire non seulement les espèces mais aussi les habitats, des écosystèmes qu'on n'a même pas eu le temps d'étudier.

Un des problèmes majeurs reste la pollution.

Bien sûr. Les marées noires sont une catastrophe absolue due à l'avidité économique. On fait n'importe quoi sous prétexte qu'il faut que ça crache du pétrole. J'espère bien que BP va se faire écrabouiller financièrement, politiquement, socialement, parce que c'est absolument inacceptable. Il faudrait arrêter les forages profonds, parce que pour l'instant on ne sait pas bien faire. Il y en a d'autres au large du Brésil, de l'Afrique, il y en a de plus en plus. Et on voit bien dans le golfe du Mexique que s'il y a un problème on ne sait pas faire.

Malheureusement, la pollution par les hydrocarbures ne représente qu'une toute petite partie de la pollution des mers. C'est très visible, très emblématique, mais 80 % de la pollution des mers vient de la terre, via les fleuves essentiellement. Il y a non seulement des macro-déchets – un mégot qui va à la mer met trois ans à se dégrader, et s'il est mangé par un poisson ce n'est pas une bonne chose –, mais aussi la pollution chimique et bactériologique qu'on ne contrôle absolument pas : les médicaments, les pesticides qui sont quand même des poisons dangereux, les engrais dont on voit bien en Bretagne Nord que ça ne fait du bien ni aux rivières ni au bord de mer. Quand on fait des prélèvements sur

les baleines en Méditerranée avec WWF, on trouve des pesticides dans leur graisse. Si un animal qui a vécu au large toute sa vie est contaminé, c'est que le problème de pollution est sérieux. Un autre problème est ce que les Anglo-Saxons appellent les «garbage patch», les continents poubelles, ces amas de déchets au milieu des océans. Le plus gros au milieu du Pacifique Nord fait 3,5 millions de km². Ce sont des petits morceaux plus ou moins dégradés de plastique. Dans certains endroits ça fait comme une espèce de filasse, l'eau est sursaturée en dérivés de polymères. D'autres plaques de déchets existent un peu partout dans le monde. Ça empoisonne la faune et on ne sait pas quoi faire.

Il y a aussi les zones mortes qui sont dues vraisemblablement à plusieurs causes concordantes. D'abord le chalutage intensif qui laboure complètement les fonds et qui empêche la microfaune et la flore des fonds de se reconstituer. Cela peut être dû aussi à des excès d'engrais, qui extraient l'oxygène de l'eau. Si on ajoute une petite couche de pollution là-dessus, on arrive à des endroits qui sont abiotiques, où il n'y a plus de vie. Il y a de plus en plus de zones comme ça un peu partout dans le monde, essentiellement des zones côtières, des sorties de fleuves, mais on en trouve peu en France.

Enfin, la dernière couche, c'est le réchauffement climatique. L'océan absorbe une bonne partie de nos émissions de CO₂. D'une certaine façon, c'est tant mieux. Mais plus il absorbe de CO₂ plus il devient acide, et plus l'eau est acide, plus elle dissout les carbonates, c'est-à-dire les coquillages et l'exosquelette du plancton. Or le plancton, c'est la base de toute vie dans la mer. Moins de plancton, c'est moins de vie, sans parler des problèmes sur les coquillages eux-mêmes.

À propos du réchauffement climatique, vous n'êtes pas très tendre avec Claude Allègre.

J'ai beaucoup de respect pour les scientifiques qui sont décalés. La science, c'est aussi d'avancer contre. Qu'il y ait en permanence du doute dans la communauté scientifique, c'est indispensable. Mais il faut être honnête, et lui ne l'est pas. Il détourne des arguments, il prend une partie d'une étude et pas le reste, il fait de la politique, c'est pour ça que ce n'est pas honnête.

Vous avez une formation d'ingénieur halieutique, comment voyez-vous l'avenir de la pêche ?

On est d'accord sur le fait que c'est bon de manger du poisson, que les pêcheurs sont des gens bien et que c'est un beau métier. Si on gère intelligemment ça peut marcher mais on est allé loin dans plusieurs domaines. Aujourd'hui 80 % des espèces commerciales sont à la limite de la surexploitation ou carrément surexploitées. C'est la FAO, et ce ne sont pas des gauchistes.

Pour qu'il y ait des pêcheurs, il faut des poissons. Un enfant de six ans pourrait dire ça, mais tout le monde n'en a pas l'air convaincu. C'est comme pour l'agriculture, pendant des années on a encouragé le productivisme, on a fait comme si la nature était une usine à fabriquer du vivant. La nature n'est pas une usine, il n'y a pas de stock de pièces détachées dans les coins. La nature évolue à son rythme, et c'est à nous de nous adapter, parce que le contraire ne se fera pas.

D'autre part, au niveau mondial, 10 % des pêcheurs pêchent 90 % des poissons en se moquant complètement de la ressource. Le jour où il n'y aura plus de poissons ils iront vendre des godasses et ils feront autre chose. Il faut s'intéresser aux 90 % des pêcheurs qui représentent des millions de personnes, des familles.

Il faut apprendre à gérer et, pour certaines espèces, il y a des moyens techniques et scientifiques pour le faire. Ça peut passer par un système de certification des



pêcheries. On définit un cadre avec des méthodes, en s'inscrivant dans le cadre d'une pêche renouvelable : pas trop de prélèvements, des instruments de pêche pas trop destructifs et une bonne gestion scientifique. Il commence à y avoir des labels, dont le plus connu est MSC (Marine Stewardship Council). Il y a un gros suivi scientifique, on définit précisément ce qu'on peut prélever, et il n'y a pas une politique derrière qui va multiplier par trois les licences des bateaux. Dans

chaque bateau, un contrôleur vérifie qu'il n'y a pas de captures accessoires d'albatros, d'orques, etc. Résultat : les pêcheurs gagnent très bien leur vie.

On est aussi en train d'expérimenter la gestion concertée, pour la petite pêche ou la pêche côtière. Je prends un exemple simple, la pêcherie de langoustine, en Bretagne Sud. On connaît bien la zone, on sait ce qui s'y pêche, on sait qu'il y a cinq ou six ports qui sont concernés. On met autour de la table, comme pour le Grenelle, les pêcheurs, l'administration, les collectivités locales, les consommateurs, les transformateurs et les scientifiques et on dit : essayons de gérer intelligemment, comment fait-on ? Trouver d'autres engins de pêche, réguler les captures, le temps de pêche, et on le fait vraiment. Il y a un projet expérimental en ce moment en Méditerranée, il y en aura un autre en Guyane. Quand on responsabilise les pêcheurs par rapport à leur propre stock de poisson, ça peut fonctionner. Bien sûr, il faudra des contrôles, et là l'État retrouve son rôle.

Essayons de voir les choses globalement, il ne s'agit pas de culpabiliser les gens. Des choses inacceptables doivent être stoppées, mais si on ne propose pas de solutions, les pêcheurs continueront à pleurer pour avoir des subventions. Aujourd'hui en France, le montant des subventions pour la pêche est égal à la valeur débarquée. Ainsi, on paye le poisson deux fois : quand on l'achète et avec les impôts. On marche sur la tête. Je préférerais que les pêcheurs gagnent correctement leur vie.

Et l'aquaculture ?

L'aquaculture n'est qu'une demi-solution. À condition de ne pas nourrir le poisson avec de la farine de poisson. Pêcher des poissons pour faire de la farine qui sert à nourrir d'autres poissons, c'est crétin. Il faudrait plutôt élever des herbivores que des carnivores, et favoriser l'élevage extensif, ce qui évitera de rejeter des antibiotiques dans la mer. Il faut essayer de rester le plus bas possible dans la chaîne alimentaire, en faisant plutôt de l'extensif, sans traitement et avec le minimum d'apport en nourriture, parce que quand on jette trop de nourriture dans l'eau, ce qui reste se décompose, absorbe l'oxygène et ce qui est autour meurt.

Vous avez participé au Grenelle de la mer.

Le Grenelle était basé sur une problématique assez sincère : la France, une des plus grandes nations maritimes du monde, avec énormément de savoir-faire, n'a

pas de politique maritime depuis Colbert, en dehors des politiques sectorielles. La première étape fonctionne bien. On passe trois ou quatre mois autour de la table, il y a de vrais débats, on aborde des centaines de problèmes, on propose des solutions. Globalement, on trouve plutôt des consensus. Le document est plutôt pas mal, il balaye très large. Des pistes sont lancées.

Depuis, des commissions travaillent sur la concrétisation de ces engagements, et commencent à essayer de proposer des mises en application des solutions, des calendriers. Maintenant il faut pousser les feux pour que les choses se fassent.

Dans le milieu maritime, ça a interpellé les gens, et quand on soulève des espoirs il ne faut pas les décevoir. La politique pour moi c'est aussi ce qui va se passer dans cinquante ans, ce n'est pas seulement la prochaine élection. C'est pourquoi il faut de temps en temps faire des campagnes d'opinion afin que les politiques se mettent à réfléchir.

Et le littoral de Charente-Maritime ?

Ici l'état de lieux n'est pas pire qu'ailleurs sur les côtes françaises. Je suis arrivée il y a trente ans à La Rochelle, on ne traversait pas le port à pied, c'était gavé de chalutiers. Aujourd'hui combien en reste-t-il ?

Nous avons un certain nombre d'atouts en terme de biodiversité, ce qui est essentiel pour notre littoral. Il faut protéger les vasières, les zones humides, les marais littoraux, arrêter d'y construire. Laissons ces zones à la nature et organisons des parcs et des visites pour les touristes. Mais n'allons pas détruire les dunes et assécher les marais pour construire des maisons.

La tempête Xynthia a ravivé le débat.

C'est un des sujets que nous avons abordé au Grenelle, le fait qu'il allait falloir apprendre à reculer. Même si on arrêtaient maintenant l'effet de serre, le temps de réponse de la nature est tellement grand qu'on n'échappera pas ici à une hausse d'un mètre du niveau de la mer. Un mètre, c'est énorme, et il faut y penser maintenant. Quand on lotit une maison c'est pour au moins cinquante ans. On ne va pas lotir des maisons aujourd'hui alors qu'on sait que dans cinquante ans il y aura un mètre de plus.

Xynthia est un premier et tragique exemple de ce qui se passera si on ne fait rien. Ne serait-il pas temps, sur tout le littoral français y compris dans les Dom Tom, de se mettre autour de la table, que les scientifiques étudient la question, nous disent ce qui va se passer, ce qu'on peut faire, et se concerter avec l'État pour savoir comment on peut dégager des gens ? Ce n'est pas une solution de dire que quatre fois par an on va appeler les pompiers. Réfléchissons où il faut mettre des digues. Il y a des endroits que les hommes vont devoir défendre contre la mer, comme Châtaillon

ou La Rochelle, mais dans d'autres endroits il faut accepter de reculer. On ne va pas faire des digues de cinq mètres sur tout le littoral. Réfléchissons sur ce qu'il faut garder et ce qu'il faut redonner à la mer. On n'a pas trop le choix : la mer va monter.

Comment ces débats franco-français sont-ils perçus de l'étranger ?

C'est plutôt bien perçu globalement. Ce n'est pas une pratique répandue. En général, soit l'État décide, soit il marchandise avec tel ou tel groupe de pression. Notre vision du problème de la pêche est largement partagée. Mais tout le monde n'est pas d'accord : des lobbies puissants s'opposent aux politiques environnementales. La logique financière du capitalisme financier est par principe anti-écologique.

Au contraire, c'est l'écologie qui va créer les emplois de demain, c'est un très puissant moteur de développement humain. L'évolution de WWF le montre bien. On est parti il y a 35 ans sur la protection des espèces, il fallait protéger les baleines. Aujourd'hui la problématique, c'est la survie de l'homme.

Quel est votre rôle au WWF, animatrice, porte-drapeau ?

Un peu les deux. Dans un rôle de président, on n'a pas trop les mains dans le cambouis, sinon ponctuellement. Je suis en contact avec les équipes qui sont sur le terrain, et elles peuvent faire appel à moi le jour où il faut aller voir un député, et même le président de la République si nécessaire.

En France, WWF compte 160 000 donateurs, une centaine de permanents, 13 000 bénévoles. Nous intervenons en France, mais c'est un réseau mondial. Avec d'autres pays, nous travaillons en Guyane, dans le Pacifique ou sur le Mékong.

Par exemple, avec l'huile de palme, on est en train de foutre en l'air ce qui restait de forêt primaire. Il faut gueuler, mais ça ne suffit pas. Il faut trouver une solution pour les industriels, les convaincre que c'est une mauvaise image d'être montrés du doigt comme les affreux qui détruisent la forêt. Eux-mêmes doivent se réformer. Donc on a inventé un label sur l'huile de palme, qui correspond à de bonnes pratiques, entre autres le fait qu'on n'a évidemment pas le droit de couper un mètre carré de forêt, des pratiques sur les engrais, sur les pesticides... Unilever a bougé sur ce dossier : ils sont en train petit à petit de faire basculer les huiles qu'ils utilisent en huiles certifiées. C'est un levier qui commence à être efficace. Après, il faut travailler avec les États.

En tout cas, il faut faire ! Ne pas rester uniquement dans la dénonciation ! Tirer, pousser les gens, les entreprises, tout le monde. On ne peut pas se contenter de dire «c'est pas bien ce que vous faites», il faut aussi dire «pourquoi faites-vous comme ça ?» Rester sur des positions idéologiques, ça ne fait pas bouger les gens. Quand on veut faire bouger les gens, il faut cerner le problème, faire une campagne d'opinion, et puis aller chercher les entreprises, mettre les gouvernements et les grosses ONG dans le coup. On secoue le tout et on commence à trouver des solutions. Evidemment ce n'est pas très glamour, c'est long, c'est lourd.

On peut aussi se servir de choses plus glamour, comme les campagnes sur les orangs-outans ou les tigres. Là on identifie une espèce porteuse, mais quand on protège les orangs-outans ou les tigres, on protège la forêt et l'ensemble de la biodiversité. Ce sont des espèces qui permettent de rentrer dans le débat. C'est sûr que protéger le ver de terre, c'est moins mobilisateur, et pourtant c'est essentiel le lombric ! ■

